

DÉMISSION DONFUT



Merci papa...

Francis Van de Woestyne

Mis en ligne le 13/05/2009



Didier Donfut n'était plus expert. Il avait confié la mission à... Julien, son fils !

- [Demotte propose l'interdiction des cumuls](#)
- [Edito: Les gens bien et les autres](#)
- [Expert moderne, PS ancien](#)
- [Donfut, une tête qui roule](#)
- [3 QUESTIONS À Yves Lejeune](#)
- [PDF: Le document qui lie IGH à Donfut](#)

Lorsque, le 29 avril dernier, nous avons interrogé une première fois Didier Donfut, sur l'étrange cumul qu'il exerçait - ministre et consultant - il s'était défendu en précisant qu'il n'exerçait plus directement cette fonction de consultance : " Je rémunère la personne qui travaille pour moi au sein de cette SPRL et le reliquat est sur les comptes de la SPRL. Je ne me rémunère plus depuis que je suis ministre."

Si Didier Donfut s'est mis en congé de sa société, c'est toutefois bien elle qui continue à percevoir les plantureuses factures (quelque 13 000 euros par mois) et c'est bien lui qui, un jour, en tant que seul administrateur, héritera du pactole ainsi accumulé.

Si Didier Donfut a donc tu, dans sa déclaration, que ce mandat auprès de sa société IDEE était bien rémunéré, c'est parce qu'il avait confié l'expertise à une autre personne d'abord à Julien Donfut, son fils, puis tout récemment, à un ami.

Explications : lorsqu'il est devenu secrétaire d'Etat aux affaires européennes, en 2004, Didier Donfut a bien compris qu'il ne pourrait plus apparaître comme le principal expert des intercommunales de gaz et d'électricité du Hainaut. Il a donc tenté de désigner, en toute discrétion, son fils Julien auprès de deux intercommunales, Imobelec et Imobogaz. Lors du Conseil d'administration du 13 octobre 2004, un point "3" de l'ordre du jour intitulé "personnel" avait attiré l'attention d'autres administrateurs. Il s'agissait, en fait, de remplacer Didier Donfut par son fils Julien en tant qu'expert. Et cela, sans aucune note, sans aucun curriculum vitae ou lettre de motivation. Les raisons de ce choix, Donfut, père et fils, le justifiaient ainsi : "Julien est licencié et a effectué son travail de fin d'études sur les intercommunales. Ce n'est pas une nomination ad vitam mais bien un emploi à titre précaire."

Quelques jours plus tard, pourtant, les Donfut faisaient marche arrière. Didier, le père, précisait : "Nous avons réfléchi à la question et nous avons peut - être agi dans la précipitation. Les intercommunales se réuniront à nouveau, mais il est préférable, je pense, de faire un appel à candidatures. [] Un jury d'examen devra être mis en place. Julien, quant à lui, va renoncer à sa désignation au sein d'Imobelec et d'Imobogaz."

Or peu de temps après, Imobelec et Imobogaz ont été absorbées par une Intercommunale pure de Financement du Hainaut (IPFH), dans laquelle coexistent toute une série de secteurs qui correspondent aux anciennes intercommunales. C'est là qu'ont également été logées deux intercommunales IEH et IGH (Intercommunale d'Electricité du Hainaut et Intercommunale de Gaz du Hainaut) pour lesquelles Didier Donfut exerçait déjà, via sa société IDEE de juteuses missions d'expertises et de conseil.

En effet, en 2000, pour éviter de voir ses émoluments pour moitié avalés par le fisc. Didier Donfut avait créé sa société IDEE chargée de mener des missions

d'expertise auprès des intercommunales d'énergie. En fait, la mission de Didier Donfut n'est pas contestée. Ingénieur commercial de formation, Didier Donfut s'est spécialisé, depuis le début de sa carrière, dans le secteur de l'énergie. Déjà lorsqu'il était attaché auprès du ministre des Affaires économiques dans les années 80, Willy Claes, puis lorsqu'il est entré au Parlement wallon en 1995. Et si Eli Di Rupo n'avait, à tout prix, voulu faire entrer au gouvernement fédéral un homme nouveau - Paul Magnette -, il aurait sans doute choisi le vrai spécialiste de son parti en matière d'énergie, Didier Donfut.

Mais l'expertise de son fils en la matière n'est pas du même niveau. C'est la raison pour laquelle les administrateurs des intercommunales s'étaient opposés à sa discrète nomination. Quelle ne fut pas leur surprise lorsque, quelques mois plus tard, ils ont vu réapparaître Julien Donfut lors des conseils d'administrations d'IEH et de l'IGH. Aux questions sur la présence de Julien Donfut, on répondit alors que Julien Donfut était présent "à l'invitation du président". Une invitation qui coûtait cher aux intercommunales, puisque Julien Donfut était là, désormais, comme représentant de IDEE, la société de son père, laquelle facturait ses prestations (lesquelles ?) à quelque 143 000 euros par an.

Un montant faramineux, pour des services qui restent à démontrer, que Didier Donfut a, en grande partie, gardé dans sa société IDEE, puisque, d'après les documents officiels, IDEE n'a versé à son principal employé, Julien Donfut, que 35 378 euros pour une année pour quelque 1 800 heures prestées. Le reste est capitalisé au sein de la société IDEE. Toute la question est évidemment de savoir si le contrat d'expertise avait été confié par les intercommunales à Didier Donfut en personne, comme ce fut le cas chez Imobelec et Imobogaz - ce qui justifia le rejet de son fils - ou si le contrat a été confié à la société IDEE, gérée par Didier Donfut. Même dans ce cas-là, certains estiment que la consultance était liée à l'expertise du père, lequel ne pouvait céder le travail à son fils.

D'ailleurs, la plupart des administrateurs ne se rappellent pas avoir jamais entendu la voix de Julien Donfut aux séances auxquelles ils ont assisté. Il disait bien "bonjour et au revoir", se souvient l'un d'eux, mais pour le reste

Le stratagème de la famille Donfut a commencé à faire jaser, même au PS. Didier Donfut a estimé qu'il était préférable de mettre son fils à l'abri. Julien Donfut a donc choisi de "réorienter" sa carrière et, ces derniers mois, il a progressivement démissionné des mandats qu'il détenait dans les intercommunales. Mais Julien Donfut n'a pas dû chercher longtemps pour être recasé. Il a finalement été engagé chez ORES, une société qui chapeaute toutes les intercommunales (IDEG, IEH, IGH, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL). ORES est l'opérateur chargé de l'exploitation des réseaux de distribution en Région wallonne. Julien Donfut est aujourd'hui chef du service des Travaux chez ORES. C'est de lui que dépend l'infrastructure du réseau pour la région de Charleroi.

Restait à trouver un homme pour les missions d'experts de la société de Didier Donfut auprès des intercommunales. Le sort est tombé sur Vincent Urbain, (le neveu de Robert Urbain, ancien ministre PS, lequel avait signé, au titre de président d'IGH, la généreuse convention qui liait l'intercommunale à la société de Didier Donfut). Précisons que Vincent Urbain est aussi administrateur général adjoint de la Société régionale wallonne du Transport.

Rien d'illégal. Non, juste des petits copinages qui ruinent la politique.